



Déclaration des élu-es FSU

CTA du jeudi 28 janvier

Ce CTA se réunit deux jours après la grève du 26 janvier qui a réuni un nombre important de collègues, bien plus important que les statistiques fausses mises en avant par les services du ministère. Quant aux collègues non-grévistes, cela ne veut pas dire, ainsi qu'avait pu l'affirmer ici ou là le ministre de façon complètement improbable, qu'ils sont d'accord avec la politique éducative menée, que ce soit concernant les conditions de travail, les suppressions de postes, les suppressions des commissions paritaires pour les mutations et les promotions...

Rappelons quelques éléments du sondage FSU de début décembre commandé à l'institut Ipsos concernant le ministre et la politique qu'il mène :

-L'hostilité à la politique du ministre est présente dans pratiquement tous les items où il en est question, les scores négatifs sont très hauts (souvent plus de 70 %). Ce rejet fait consensus : les non syndiqués sont même plus sévères que les syndiqués.

-Le plan salarial annoncé par M Blanquer n'est pas vu comme une revalorisation 74 % sont insatisfaits, dont 40 % pas du tout.

-Seulement 17 % des enseignants soutiennent le projet du ministre de salaire « au mérite ». Si une petite majorité (52 %) approuve l'idée d'une individualisation plus grande de la rémunération, elle pense que ce ne sera pas correctement mis en œuvre, notamment en termes de critères retenus. Ici aussi la défiance envers le ministère et la hiérarchie joue. Et ce n'est pas la gestion de la prime Covid dans l'académie d'Orléans-Tours qui inversera la tendance...

-La confiance dans les syndicats est importante chez les personnels. Parmi les acteurs de l'éducation, le syndicalisme enseignant recueille bien plus de confiance que le ministère.

L'inquiétude des enseignants est palpable. Il en est une qui domine concernant les effets de la crise sanitaire sur le niveau des élèves. La FSU considère qu'on ne pourra éviter d'aggraver les inégalités sociales qu'à condition d'adopter un plan d'urgence pour le service public d'éducation. Ce n'est pas du tout la voie choisie par le gouvernement, alors que pour notre

académie ce sont 202 postes d'enseignants qui auront été supprimé en 4 ans, et zéro création pour les autres catégories.

Le Grenelle de l'Éducation débouche sans surprise sur des propositions qui vont dans le sens des conceptions libérales de l'école du ministre. Nous ne reviendrons pas très longtemps sur cette guignolade triste, qui promeut mérite, autonomie des établissements, atteinte à la liberté pédagogique, promotion du directeur d'école comme supérieur hiérarchique, usant du vocabulaire tiré du petit libéral illustré, confondant école et produit commercial. Nous soulignerons deux points, parmi les nombreuses problématiques. La suppression des CHSCT est entérinée mais ce Grenelle propose de « créer un Observatoire national de la qualité de vie au travail pour les personnels de l'éducation qui mènerait des enquêtes régulières et qui serait force de proposition. Il s'agit de mener des enquêtes sur le bien-être des personnels et sur le climat social dans les établissements scolaires. ». On croit rêver.

Deuxième point, on découvre avec stupeur que le Grenelle se félicite presque du départ de la CGT et de la FSU...Ainsi quand le groupe Rémunération estime que le départ de la Fsu et de la Cgt " a eu pour effet de rééquilibrer la composition du groupe"...Non seulement il n'y a pas un mot du Grenelle qui indique la non participation ou le départ d'un nombre important d'organisations syndicales, qui devrait pourtant largement questionner les organisateurs, mais lire ainsi un quasi soupir de soulagement du départ de deux organisations est proprement hallucinant. Un minimum de culture politique devrait pourtant s'en inquiéter.

Aucune réforme viable ne peut se faire sans l'accord des personnels et de leurs organisations syndicales. Nous nous battons pour que ce Grenelle rejoigne la place qui est la sienne : les poubelles de l'histoire de l'éducation.